

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BOGOTÁ

N°16 – 22 avril 2021

En bref

En début de semaine, la Colombie a émis 2 Mds USD d'obligations à échéance 2032 avec un rendement de 3,356% et 1 Md USD d'obligations à échéance 2042 avec un rendement de 4,235%. L'émission obligataire a suscité une demande de 10,2 Mds USD, soit plus de trois fois le montant offert. Le produit des émissions d'obligations sera affecté aux besoins budgétaires généraux, a précisé le gouvernement.

LE CHIFFRE À RETENIR

3 MDS

C'est le montant en dollars de la vente d'obligations souveraines par la Colombie en début de semaine.

BOLIVIE

L'INE reporte le recensement national à 2024.

Estimant avoir besoin de 3 ans et demi pour mener à bien ce projet, l'institut National des Statistiques (INE) a annoncé que le Recensement National de la Population et du Logement serait reporté de 2023 à 2024. Cette décision a été rejetée notamment par des élus locaux qui rappellent que le budget et les aides sociales sont calculés en fonction de la taille de la population, donnée qui n'a pas été actualisée depuis le dernier recensement de 2012. Ils estiment que le délai de 3 ans et demi est exagéré et que le gouvernement manque à son engagement d'effectuer un recensement tous les 10 ans.

L'ex-ministre de l'Économie a été auditionné par le Ministère Public dans l'enquête sur le prêt du FMI.

José Luis Parada a été auditionné dans le cadre de l'enquête qui vise également l'ex-présidente Jeanine Áñez, ainsi que l'ex-président de la Banque centrale Guillermo Aponte. L'accusation

porte sur l'approbation d'un instrument de financement rapide (IFR) de 327 MUSD du FMI en 2020, que le Procureur Général juge irrégulier. M. Parada est accusé d'avoir émis des « résolutions contraires à la Constitution », de « conduite antiéconomique » et de « manquement au devoir », pour avoir approuvé cet instrument sans l'assentiment de l'Assemblée parlementaire. M. Parada affirme quant à lui que le cadre légal lui permettait de prendre cette décision. L'Assemblée, dominée par le MAS, avait bloqué l'utilisation de ce financement durant la campagne électorale qui s'est conclue par une victoire du MAS avec l'élection de Luis Arce en octobre 2020. Le nouveau gouvernement a depuis restitué les fonds au FMI au nom de la « souveraineté économique du pays ».

COLOMBIE

Le gouvernement a présenté son projet de réforme fiscale devant le Congrès.

Le gouvernement a présenté devant le Congrès le projet de réforme fiscale intitulé « loi de



solidarité durable» qui vise à lever 6,38 Mds USD par an (soit l'équivalent de 2% du PIB) en nouvelles taxes pour améliorer les finances publiques et financer des programmes d'assistance sociale. Dans le détail, les modifications apportées à la loi permettraient de lever 2 Mds USD supplémentaires grâce à la TVA, 4,6 Mds USD auprès des particuliers et 1 Md USD auprès des entreprises. L'impôt sur les dividendes passerait également de 10 % à 15 %, le projet étendrait la taxe carbone à tous les combustibles fossiles et récolterait 3,8 MUSD grâce à une taxe sur les plastiques à usage unique. Le déficit budgétaire de la Colombie s'est creusé pour atteindre 7,8 % du PIB en 2020 et le pays a porté sa dette à l'équivalent de 64,8 % du PIB pour répondre aux besoins liés au coronavirus, alors même que l'économie s'est contractée de 6,8 % et que la collecte des impôts a diminué.

La Colombie co-présidera le mécanisme COVAX.

Le ministre de la Santé Fernando Ruiz a été nommé co-président du mécanisme multilatéral Covax. Durant sa coprésidence, la Colombie devra faire valoir le point de vue des 38 pays à revenu intermédiaire qu'elle représente dans les négociations sur l'accès équitable aux vaccins contre le COVID-19 auprès des Nations unies à Genève. Ce travail sera partagé avec la franco-grecque Chrysoula Zacharopoulou, représentante des pays à haut revenu au sein de l'organe de gouvernance (élue député européenne depuis 2019).

Le pays prolonge de deux semaines les restrictions relatives au COVID-19.

La Colombie va prolonger de deux semaines les mesures telles que les couvre-feux nocturnes et les restrictions d'accès aux magasins et autres entreprises, dans le cadre des efforts visant à

endiguer une troisième vague de COVID-19. Les villes dont le taux d'occupation des unités de soins intensifs est supérieur à 85 % auront un couvre-feu de 18 heures à 5 heures du matin, tandis que celles dont la capacité est comprise entre 80 et 85 % auront un couvre-feu à partir de 20 heures. Dans la capitale Bogota, le taux d'occupation total des unités de soins intensifs est de 84,2 %, selon les autorités locales. Les taux d'occupation des unités de soins intensifs dans les deuxième et troisième villes de Colombie, Medellin et Cali, sont respectivement de 98 % et 91,4 %. Bogota maintiendra également une quarantaine de trois jours prévue pour ce week-end.

EQUATEUR

Nouvel état d'exception 'COVID'.

Face à l'augmentation du nombre de contaminations au COVID et à la saturation du système hospitalier, le gouvernement a décrété un nouvel état d'exception jusqu'au 20 mai dans 16 provinces du pays. Le décret prévoit un couvre-feu de 20h à 5h du lundi au jeudi et un couvre-feu les week end. Par ailleurs, il y a interdiction de rassemblements et une réduction des jauges dans les restaurants, commerces et les transports publics. Au premier trimestre 2021, la surmortalité a été de 24% par rapport au T1 2020.

Consolidation des exportations minières.

Les exportations minières ont représenté 209 MUSD au cours des deux premiers mois de l'année 2021, soit 5,7% du total des exportations équatoriennes et en augmentation de 85% par rapport à la même période de l'année 2020. Les exportations minières représentent désormais le



4ème poste des exportations équatoriennes après le pétrole, les crevettes et les bananes. Les principales destinations des exportations minières sont la Chine (30%), les Etats Unis (22%) et la Suisse (18%).

PEROU

Les marchés s'interrogent alors que démarre la campagne du 2e tour de l'élection présidentielle.

Un premier sondage de l'institut Ipsos accorde un avantage de 11 points au candidat d'extrême-gauche Pedro Castillo (Perú Libre), face à la candidate de droite Keiko Fujimori (Fuerza Popular) lors du 2e tour de la Présidentielle prévu le 6 juin. L'hypothèse Pedro Castillo ne manque pas de faire réagir les marchés et les observateurs. Se définissant comme marxiste, le Parti Peru Libre prévoit notamment des nationalisations dans des secteurs jugés stratégiques (mines, hydrocarbures, télécoms) et se prononce pour une nouvelle Constitution qui accorderait un rôle prépondérant à l'Etat dans le domaine économique. Jaime Reusche, vice-président chargé du risque souverain chez Moody's, indique que les marchés sont attentifs à cette élection et font davantage confiance à Mme Fujimori, une figure controversée au Pérou. Il juge que leur inquiétude pourrait se refléter dans la hausse des taux des obligations péruviennes, le taux de change et l'endettement des entreprises, et avance que le risque-pays du Pérou pourrait en souffrir. Fitch se montre plus prudent et attend l'évolution de la campagne, mais estime que les résultats du 1er tour soulignent la fragilité des institutions. JP Morgan juge que les relations entre le gouvernement et le Congrès continueront d'être tendues, quel que soit le vainqueur de la présidentielle. Depuis la

publication du sondage, l'indice général de la bourse de Lima a baissé deux journées de suite mais commence à rebondir, tandis que le dollar est passé de 3,63 à 3,69 soles et continue de monter.

VENEZUELA

Le Venezuela annonce finaliser le paiement pour accéder à 11M de vaccins via le système COVAX.

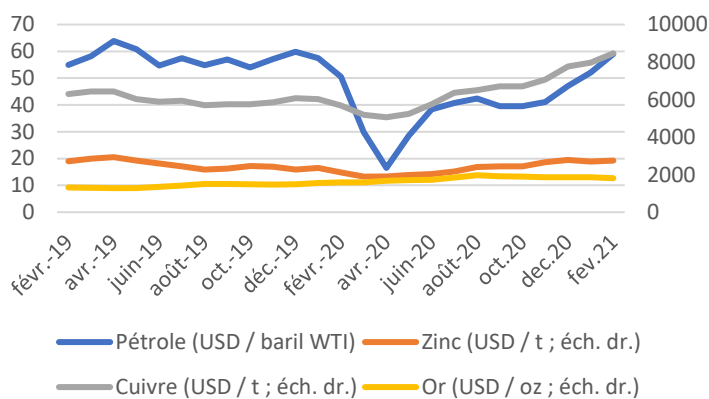
Le Président Nicolas Maduro a annoncé que le gouvernement allait effectuer un deuxième et dernier paiement pour accéder à environ 11M de vaccins COVID-19 via l'initiative COVAX pour compléter les premiers 64 MUSD déjà versés sur la somme totale de 120 MUSD. Jusqu'à présent, le Venezuela n'a reçu que 800.000 doses de vaccins russes et chinois pour sa population d'environ 30M d'habitants.

La Banque centrale signale un ralentissement de l'inflation.

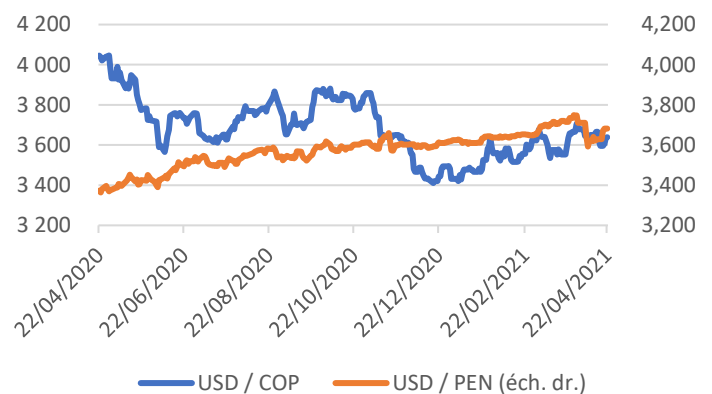
L'inflation au Venezuela ralentit à 16,1% en mars, selon les données publiées par la Banque centrale, en forte baisse par rapport au +33,8% du mois de février. Plus en détail, le secteur qui a connu la plus forte hausse des prix en mars est celui de la santé, où les prix ont augmenté de 21,7 %, le pays de l'OPEP étant confronté à une deuxième vague de la pandémie de coronavirus. Les prix de l'éducation et des services de communication ont augmenté respectivement de 7,8 % et 10,8 %.

Les graphiques de la semaine :

Cours des matières premières (mensuel)



Taux de change (quotidien)



Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38.7	-7.7	5.5	-8.5	59.3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282.2	-8.2	5.1	-9.4	59.3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93.07	-7.5	2.5	-8.9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6.8	43.3	16.3	-5.6	36.9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188.4	-11.1	8.4	-9.4	21.9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2.8	-13.4	0.6	-13.9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27.9	n.a	-30	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45.3	382.7	-9.9	5.8	-11.4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211.4	1312.6	-4	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15
CHILI	19.4	245.4	-5.8	6.1	-8.7	14.6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128.9	1133.2	-8.2	5	-5.8	56.7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international